La nouvelle intervention financière de la Troïka (Fonds Monétaire International, Banque Mondiale et Banque Centrale Européenne) de 8.8 milliards d’euros se fera en échange du licenciement de 15.000 fonctionnaires. C’est une mesure antisociale sans précédent en Europe où les fonctionnaires bénéficient d’une sécurité d’emploi qui les rend moins vulnérables aux sollicitations incessantes de lobbies patronales. Paradoxalement, la deuxième mesure imposée par la troïka est une hausse de la taxe immobilière qui est inapplicable car la Grèce ne dispose pas d’un cadastre fiable. L’Eglise orthodoxe grecque, le plus grand propriétaire foncier grec s’oppose par tous les moyens, même les moins chrétiens, à l’établissement de ce cadastre. Le service du cadastre manque de personnel motivé, de moyens informatiques intercompatibles et de moyens tout court, comme l’explique le syndicat des fonctionnaires ADEDY.

Cette décision de la Troïka fut avalisée par le Parlement par 168 contre 123 voix. A la veille du 1 Mai, Syriza s’est opposé avec force à cette mesure. A l’appel d’ADEDY, plusieurs milliers de fonctionnaires manifestaient devant le Parlement pendant le débat.

Cette mesure prise par un parlement plus ou moins démocratiquement élu devrait réveiller tous les syndicats de fonctionnaires en Europe occidentale : le temps du syndicalisme de papa est révolu dans ce secteur aussi. Il ne suffit plus de négocier avec l’autorité pour arrêter les mesures « mean and lean » qui s’en prennent non seulement aux acquis des travailleurs fonctionnaires mais aussi à des fonctions étatiques indispensables pour la survie des citoyens ordinaires sous le système capitaliste, dont les fonctionnaires sont en quelque sorte les garants. Il s’agit évidemment de l’appareil de redistribution mais aussi des fonctions de régulation, d’information et même certaines fonctions de coercition. Il est clair que la jetset grecque pratique un internationalisme bourgeois sans aucune entrave et ne se sent absolument pas concerné par le sauvetage de cette Nation grecque qui est pourtant au centre de tous les discours de ses principaux partis politiques.

Photo : Des manifestants de la tendance PAME (proche du KKE) d’ADEDY sur la place Syntagma à Athène (photo ADEDY).